

Amnesty dénonce la détention à Kigali d'une rwando-britannique enceinte

Amnesty International, 22 mars 2017 Rwanda. L'enceinte, va comparaître devant justice La ressortissante britannique Violette Uwamahoro, épouse d'un militant de l'opposition politique vivant en exil, est enceinte et a été arrêtée par les autorités rwandaises puis détenue au secret, comparaîtra pour la première fois devant la justice lors d'une audience concernant sa demande de remise en liberté sous caution jeudi 23 mars à Kigali, la capitale du Rwanda, a indiqué Amnesty International.

Violette Uwamahoro, qui vit au Royaume-Uni avec ses deux enfants, a disparu à Kigali le 14 février. Elle était revenue au Rwanda pour assister aux obsèques de son père. Elle venait appeler un membre de sa famille pour l'informer qu'elle arrivait à la principale gare routière de la ville quand son téléphone a été coupé. Le gouvernement rwandais n'a pas eu connaissance du lieu où elle se trouvait, avant que la police confirme sa détention le 3 mars. « À Violette Uwamahoro a été détenue illégalement, sans pouvoir contacter un avocat ni sa famille, pendant plus de deux semaines. C'est une violation inacceptable du droit rwandais et international », a déclaré Sarah Jackson, directrice adjointe pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands lacs à Amnesty International. Violette Uwamahoro est mariée à Faustin Rukundo, militant du Congrès national rwandais, un mouvement d'opposition en exil. Elle est accusée avec un cousin éloigné, Jean Pierre Shumbusho, qui est policier, d'avoir divulgué des secrets d'État, formé un groupe irrégulier et porté atteinte au gouvernement en place ou au président. Elle nie toutes les charges portées contre elle. « Les gens qui la connaissent disent que Violette n'est pas du tout impliquée dans la politique. Son mari pense qu'elle a été prise pour cible en raison des activités politiques qu'il mène. Son arrestation et d'autres cas de détention arbitraire semblent viser à étouffer les voix dissidentes à l'approche des élections présidentielles qui auront lieu en août », a déclaré Sarah Jackson. De nombreuses détentions au secret et disparitions forcées ont eu lieu au Rwanda ces dernières années. Les personnes qui en sont victimes sont souvent des journalistes ou des personnes soupçonnées de collaborer avec des opposants du gouvernement.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});